



BIE Bureau
Indépendant
d'Évaluation
Programme des Nations Unies pour le Développement

Réflexions

ENSEIGNEMENTS TIRÉS DES ÉVALUATIONS

S'adapter au changement climatique dans les contextes les plus vulnérables

Ben Murphy



UNDP Niger / Amadou Djibo

Réflexions

Le défi de l'adaptation au changement climatique

Le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) indique avec une grande confiance que « la vulnérabilité est plus élevée dans les lieux marqués par la pauvreté, des défis de gouvernance, un accès limité aux services et ressources de base, des conflits violents et une forte dépendance à des moyens de subsistance sensibles au climat (par exemple, petits exploitants agricoles, pasteurs, communautés de pêcheurs) ».

Bien que les populations de ces contextes utilisent des stratégies d'adaptation pour faire face aux aléas, les décisions à court terme telles que la vente d'actifs, la réduction de la consommation alimentaire ou la migration peuvent s'avérer insuffisantes et avoir des conséquences à long terme.

S'adapter au changement climatique est une approche positive pour renforcer la préparation aux risques tout en favorisant le développement. De nombreux éléments sont similaires à une bonne planification des moyens de subsistance, à la réduction des risques de catastrophe et à la gestion des ressources naturelles, qui contribuent toutes à la capacité de résister à une menace.

Cependant, le changement climatique apporte un risque unique : l'incertitude quant à la manière dont ses impacts se manifesteront localement – au niveau du ménage, de l'exploitation agricole ou de la communauté – et longtemps après la fin d'un programme. Pour les personnes exposées aux pires impacts du changement climatique, l'adaptation est donc un processus continu de renforcement de la capacité à opérer des changements éclairés.

Savoir quelles stratégies sont les plus susceptibles d'être efficaces est crucial pour éviter d'investir dans des trajectoires de développement qui pourraient devenir intenables à l'avenir.

“

Le risque unique réside dans l'incertitude quant à la manière dont ses impacts se manifesteront localement.

Savoir quelles stratégies sont les plus susceptibles d'être efficaces est crucial pour éviter d'investir dans des trajectoires de développement qui pourraient devenir intenables à l'avenir.

”

Que pouvons-nous apprendre des évaluations sur l'adaptation au climat ?

Dans le cadre de *Climate Promise*, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) soutient environ 100 gouvernements – dont 46 pays les moins avancés et 11 petits États insulaires en développement – dans des domaines clés tels que l'élaboration des politiques et plans d'adaptation, le renforcement de la résilience pour la sécurité alimentaire, la protection des moyens de subsistance, l'amélioration de la gestion de l'eau et de l'adaptation côtière, le développement de l'information climatique et des systèmes d'alerte précoce, ainsi que la sécurité climatique intégrée.

Un appui spécifique est aussi apporté à des solutions d'adaptation innovantes menées localement, avec un accent particulier sur les populations les plus vulnérables.

Ce document de Réflexions analyse ce qui fonctionne, ce qui ne fonctionne pas, et les facteurs et contextes qui influencent le succès des interventions d'adaptation au climat, afin d'éclairer des politiques et des programmes plus efficaces.



01

LA RÉALITÉ DES IMPACTS CLIMATIQUES



02

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS LOCALES



03

AMÉLIORATION DE L'INFORMATION CLIMATIQUE



04

ÉVITER LA MALADAPTATION



05

DE LA PLANIFICATION À LA MISE EN ŒUVRE



06

SECTEUR PRIVÉ



07

ÉVALUATION DE LA RÉILIENCE CLIMATIQUE



UNDP Somalia

01 La réalité des impacts climatiques

Réflexions

Les impacts négatifs du changement climatique aggravent les défis existants du développement et compliquent la mise en œuvre des solutions. Les programmes solides intègrent les risques climatiques dès la conception, soutiennent rapidement le renforcement des capacités d'adaptation et reconnaissent que les personnes exposées devront continuer à s'adapter après la fin du soutien.

Les menaces les plus courantes observées dans les évaluations étaient la sécheresse et les inondations – parfois dans une même localité – ainsi que les incendies, la chaleur excessive et l'évolution des vecteurs de maladies. Bien que les gouvernements soient expérimentés dans la gestion des aléas, la période de récupération entre les événements s'est réduite dans de nombreux endroits.

Les évaluations ont mis en évidence des effets secondaires importants sur les moyens de subsistance, les services publics, les ressources naturelles et les infrastructures, illustrant la réalité d'une « polycrise » où institutions, communautés et ménages peuvent être fragilisés par une combinaison de chocs environnementaux, sanitaires, économiques et autres.

Dans de nombreux contextes, le PNUD aide les pays à prendre en compte l'influence du changement climatique sur plusieurs menaces préexistantes, en s'appuyant sur ses programmes de réduction des risques de catastrophe.

En Ouganda, par exemple, le PNUD a aidé le gouvernement à examiner les politiques et investissements nationaux face à de multiples risques et à développer des outils d'analyse des risques utilisés par les gouvernements locaux.

Dans au moins cinq évaluations examinées, des phénomènes météorologiques extrêmes ont perturbé la mise en œuvre des projets, et plusieurs autres signalent que des conditions météorologiques inhabituelles ont compromis les essais de pratiques agricoles améliorées et d'assurances climatiques.

Ces projets ont eu du mal à instaurer la confiance dans les solutions, et des préoccupations sur la durabilité ont été soulevées même lorsque la mise en œuvre a été possible.

Les exemples montrent que les améliorations générales de l'environnement ou des moyens de subsistance ne doivent pas être confondues avec une résilience accrue au changement climatique, car les acquis peuvent rapidement être érodés.



UNDP Somalia

01 La réalité des impacts climatiques

Réflexions

Exemples de la façon dont les impacts négatifs du changement climatique aggravent les défis existants du développement

Le **PARAGUAY** a récemment connu la pire sécheresse depuis un demi-siècle, des incendies de forêt à grande échelle, la pandémie de COVID-19 et des inondations ; tandis qu'en **RDC**, les inondations accrues, l'érosion des sols et les pertes agricoles se sont produites dans un contexte où les ressources gouvernementales, des bailleurs et des communautés étaient déjà sollicitées par des épidémies récurrentes de choléra, de rougeole et d'Ebola.

En **ESWATINI**, les effets persistants du cyclone Eloise de 2021 ont été aggravés par des pluies torrentielles qui ont encore endommagé les infrastructures en 2023. Comme en **AFRIQUE DU SUD**, qui a connu de graves inondations dans les régions du KwaZulu-Natal, du Cap-Oriental et du Cap-Occidental en 2022 et 2023, les impacts ont touché de façon disproportionnée les communautés marginalisées, notamment celles vivant dans des logements informels.

En zones arides **d'OUGANDA**, les évaluations ont décrit les effets récents de la sécheresse prolongée et attiré l'attention sur les groupes de pasteurs dont les moyens de subsistance sont menacés par la raréfaction de l'eau. Les communautés en **ÉTHIOPIE**, en phase de récupération après la sécheresse, ont été touchées par une invasion de criquets, sur fond de tensions sociales liées à la diminution des pâturages. Une sécheresse prolongée à **DJIBOUTI** a forcé des populations à quitter les zones rurales, accentuant la pression sur l'approvisionnement en eau et les services de santé urbains.

Les évaluations en **COLOMBIE**, **ÉTHIOPIE**, **IRAK**, **MALI** et **YÉMEN** soulignent des menaces encore plus graves, liant explicitement les impacts climatiques à la diminution des ressources naturelles et aux facteurs de conflits dans ces pays.

Les menaces environnementales ont compromis la mise en œuvre d'initiatives visant à renforcer la résilience climatique des établissements de santé à **KIRIBATI**, aux **ÎLES SALOMON**, à **TUVALU** et au **VANUATU**. Les cyclones répétés ont réduit la saison sèche à une fenêtre de 14 à 16 semaines pour installer des panneaux solaires, des blocs d'eau et d'assainissement, et améliorer la chaîne du froid malgré des coûts logistiques élevés. Même les travaux achevés restaient vulnérables à l'intrusion saline et aux cyclones.



Phil Kabuje / UNDP Tanzania

02 Renforcement des capacités locales

Réflexions

Aider les groupes locaux à cartographier les risques climatiques constitue un point d'entrée efficace pour relier les communautés à un soutien formel. Il faut encourager une réflexion adaptative afin d'éviter les solutions « business as usual ».

Discuter des défis existants s'est révélé efficace pour sensibiliser les communautés et les gouvernements locaux aux menaces climatiques futures et pour planifier des mesures d'adaptation.

Grâce au processus de cartographie, le PNUD a connecté les communautés aux services publics. Ainsi, les groupes locaux ont défini leur réponse aux risques climatiques, puis accédé à un soutien agricole amélioré, à la protection sociale, à l'assurance et à des prévisions localisées des impacts climatiques.

Les cartes et plans reflétaient souvent la contribution de la communauté à la réduction des risques ou à la gestion des ressources naturelles, pouvant servir à mobiliser d'autres ressources ou financements.

Cette planification participative, fondée sur l'information sur les risques, a posé les bases de la résilience, mais les défis uniques et à long terme du changement climatique risquaient d'être relégués au second plan lorsque les communautés identifiaient leurs besoins immédiats.

Peu d'évaluations ont abordé la qualité des plans locaux d'adaptation, mais celles qui l'ont fait ont encouragé le personnel des projets à promouvoir une réflexion innovante, dans les dialectes locaux, pour que les populations acquièrent les compétences nécessaires pour prendre des décisions différentes à mesure que les conditions évoluent.

Cela peut impliquer la diversification des moyens de subsistance afin que les populations choisissent les options les plus adaptées aux prévisions saisonnières ou la planification d'infrastructures modifiables selon l'évolution des conditions.



Phil Kabuje / UNDP Tanzania

02 Renforcement des capacités locales

Réflexions

Exemples du soutien PNUD pour permettre la cartographie des risques climatiques et la prise de décision au niveau local

À **CUBA**, le PNUD a relié les communautés et les autorités locales pour restaurer les défenses naturelles contre les inondations et réhabiliter l'écosystème, en intégrant l'analyse des risques et les évaluations communautaires à l'aide d'outils adaptés culturellement et de stratégies d'inclusion. De même, en **GÉORGIE**, le PNUD a permis aux gouvernements infranationaux des zones exposées aux catastrophes de se concentrer sur l'identification des risques menée par les communautés et sur des stratégies de développement localisées dans plus de 200 communautés.

Au **PÉROU**, le PNUD a relié les services publics aux « plans de vie » de groupes isolés, incluant la cartographie des risques climatiques et la restauration des écosystèmes.

En **URUGUAY**, le PNUD a créé un réseau de femmes rurales sur le changement climatique, réunissant soixante-dix femmes de différentes régions pour leur transmettre des connaissances techniques issues du monde académique et des organisations de la société civile, favorisant leur participation aux processus décisionnels climatiques.

En travaillant avec les gouvernements provinciaux en **RDC**, le PNUD a aidé à élaborer un plan de contingence multi-aléas et une analyse des risques d'inondation pour la rive ouest du fleuve Ruzizi et du lac Tanganyika, qui guide désormais la prise de décision pour atténuer les risques de catastrophes naturelles et climatiques.

En **AFRIQUE DU SUD**, le PNUD a contribué à améliorer la mise en œuvre de pratiques de réhabilitation des terres adaptées au climat en reliant les organisations communautaires, le gouvernement et les ONG, tout en renforçant les capacités techniques des institutions gouvernementales pour la gestion des risques climatiques.

En **MACÉDOINE DU NORD**, le PNUD a facilité l'accès aux cartes des risques pour les communautés exposées aux inondations, mais les consultations publiques pour la planification locale des initiatives climatiques et des infrastructures anti-inondation étaient irrégulières et manquaient de direction stratégique, limitant leur capacité à soutenir un développement inclusif porté par les communautés.

En **THAÏLANDE**, les plans locaux intégraient peu le climat, malgré la sensibilisation au changement climatique et à la technologie SIG auprès des autorités infranationales. Faute d'accent fort, les plans se concentraient surtout sur les priorités immédiates. Au **LAOS**, le processus de planification climatique a généré une demande de soutien au développement dépassant les ressources du projet.

Les prévisions climatiques deviennent pertinentes lorsque la science et l'observation sont intégrées dans un processus régulier et dans les langues locales.

Bien que les évaluations des risques soient utiles pour la planification, elles doivent être régulièrement actualisées avec les dernières données météorologiques.

L'accès aux données détaillées nécessaires pour prévoir comment les impacts climatiques peuvent se manifester dans une zone ou un secteur spécifique a représenté un défi pour les pays, ralentissant leur passage de la réponse aux catastrophes au renforcement préventif des capacités de résilience.

Les évaluations examinées montrent différentes façons dont le PNUD a soutenu la capacité des pays à prévoir et planifier les impacts climatiques, en travaillant avec les services météorologiques nationaux et les partenaires locaux pour construire une compréhension plus complète et à jour des risques.

Les programmes ont combiné les services de suivi météorologique avec des évaluations communautaires des phénomènes naturels et trouvé des moyens de communiquer les prévisions pertinentes via la radio, les SMS et les vendeurs sur les marchés.

L'utilisation de l'information climatique était plus faible lorsque la communication était unilatérale et lorsque les facilitateurs de l'information météorologique avaient du mal à couvrir les coûts récurrents.

Dans plusieurs cas, le succès du suivi météorologique local dépendait des ressources du projet et risquait de cesser sans autres options de financement.

UNDP Bangladesh / AB Rashid


03 Amélioration de l'information climatique

Exemples d'initiatives du PNUD soutenant les systèmes d'information climatique



UNDP Bangladesh / AB Rashid

03 Amélioration de l'information climatique



En soutenant l'institut météorologique **d'ÉTHIOPIE** pour moderniser ses stations météo, le PNUD a renforcé la capacité nationale à surveiller la variabilité climatique, notamment pour la planification agricole, et a permis à l'institution de développer une stratégie de communication des risques potentiels via radios locales, bornes d'information et marchés.

Au **LAOS**, le PNUD a renforcé les observations communautaires des sécheresses et inondations par une cartographie fine des risques pour le bassin fluvial environnant. Cette approche a été mise en œuvre par les responsables de district, dont la contribution en nature a été jugée positive pour la durabilité.

Cette approche suivie en Éthiopie contraste avec le **MOZAMBIQUE**, où les communautés ont eu un accès limité à l'information climatique pertinente malgré la promotion de systèmes locaux d'alerte aux inondations. Les limites d'un modèle trop descendant de communication de l'information climatique sont apparues au **VIET NAM**, où provinces, districts et communautés ont eu du mal à accéder, comprendre et contribuer à l'information sur le portail national.



UNDP Uzbekistan

Réflexions

Lorsqu'une nouvelle technologie est introduite, les utilisateurs concernés doivent pouvoir s'en approprier, la modifier ou l'abandonner.

Les avancées technologiques offrent un potentiel pour réduire certains impacts du changement climatique. Leur introduction nécessite toutefois une planification rigoureuse, car l'incertitude liée au climat augmente le risque d'effets inattendus, surtout dans les contextes déjà fragiles.

Bien que les digues puissent réduire l'érosion sur une partie du littoral, elles peuvent perturber la pêche ailleurs ou donner un faux sentiment de sécurité face à l'ampleur des menaces futures.

Les évaluations ont montré la nécessité de faire des choix prudents lors de la promotion des moyens de subsistance dans les zones arides. Même si les projets ont partiellement atténué les risques d'épuisement de l'eau en restaurant les bassins versants, chacun a montré une compréhension limitée des taux d'extraction locaux et environnants.

Aucun des projets du PNUD examinés n'a proposé une réponse purement technologique aux impacts climatiques, mais le degré d'adaptation du matériel au contexte et la formation permettant aux populations d'adapter ces technologies variaient.

Les projets les plus solides ont été conçus avec les personnes susceptibles d'utiliser ou d'être exposées à la technologie, et ont renforcé la capacité des techniciens locaux à assurer la maintenance et l'adaptation futures.

Les projets plus faibles ont négligé ou traité superficiellement ces aspects, et les évaluations les ont critiqués pour leur optimisme excessif lors des évaluations initiales des risques.



UNDP Uzbekistan

04 Éviter la maladaptation

Réflexions

Interventions reflétant la nécessité d'éviter la maladaptation

L'adaptation des technologies environnementales aux ambitions de chaque communauté en matière de génération de revenus et de qualité de vie a été considérée comme l'un des éléments les plus efficaces d'un projet forestier au **HONDURAS**, renforçant l'appropriation locale des initiatives d'adaptation. Des techniciens de terrain ont travaillé avec des groupes de femmes et des organisations autochtones, atteignant des groupes souvent négligés par le système de vulgarisation agricole.

En **GUINÉE-BISSAU**, le PNUD a combiné la restauration des mangroves et des infrastructures artificielles pour la protection côtière, tirant les leçons des limites des mesures uniques dans les projets précédents. Cependant, il n'a pas répondu efficacement aux sensibilités locales concernant la tenure foncière, l'accès aux mangroves et les rôles de genre soulevés lors des consultations communautaires. Ces risques subsistaient à la fin du projet, dans un contexte de faible sensibilisation communautaire aux mécanismes de recours. L'introduction de barrières de protection côtière au **LIBERIA** s'est accompagnée d'une attention particulière pour éviter de perturber la pêche et la pollution.

En **ÉTHIOPIE** et au **TURKMÉNISTAN**, la création de nouveaux points d'eau et d'infrastructures d'irrigation risquait de promouvoir des moyens de subsistance gourmands en eau, aggravant les sécheresses. En **OUBÉKISTAN**, cette conséquence inattendue est survenue avec un système d'alerte précoce amélioré pour la sécheresse, qui a poussé les agriculteurs à surexploiter l'eau pendant la saison sèche après avoir été avertis de possibles pénuries pour la prochaine période de plantation.

Travailler dans les **ÎLES DU PACIFIQUE** pose des défis logistiques supplémentaires pour l'approvisionnement et la maintenance des technologies climatiques dans les établissements de santé. Cependant, les faiblesses du projet ont laissé une faible appropriation nationale des initiatives introduites par le PNUD, l'OMS et le FEM, et les économies réalisées dans les établissements de santé ont été absorbées dans les budgets nationaux plutôt que dans les capacités locales.



UNDP / Imen Meliane / Julie Teng

05 De la planification à la mise en œuvre

Réflexions

La mise en œuvre des plans nationaux d'adaptation a souvent été freinée par des obstacles financiers et institutionnels. Travailler avec les ministères économiques centraux a permis d'intégrer les objectifs d'adaptation dans les budgets départementaux, et l'adaptation d'innovations financières pourrait débloquer des ressources.

Les évaluations montrent que le PNUD continue d'apporter une assistance précieuse alors que les pays établissent ou actualisent leurs priorités nationales d'adaptation au climat et planifient une réponse cohérente entre les secteurs.

Cependant, dans de nombreux pays, les changements politiques positifs ont rencontré d'importants obstacles de mise en œuvre qui retardent leur impact (Eswatini, Côte d'Ivoire, Kosovo, Moldavie, Serbie et Ouganda). L'adaptation au climat relève de nombreux mandats ministériels, et l'action peut être diluée sans leadership clair pour la coordination et la redevabilité.

Traduire le plan climatique national en domaines concrets d'investissement public et privé était un obstacle courant. Même lorsqu'un pipeline d'investissement existait, le financement des activités d'adaptation restait difficile, car les initiatives de résilience sont souvent de plus petite échelle, ciblent des groupes plus pauvres et présentent un modèle de revenus moins clair que les projets d'énergie ou d'infrastructure.

Compte tenu des difficultés à orienter les ressources d'adaptation là où elles sont nécessaires, l'Évaluation du Plan stratégique 2022-2025 du BIE a souligné l'importance des progrès récents du PNUD pour offrir aux pays de nouvelles options de financement de la résilience climatique, en reliant les Cadres nationaux intégrés de financement aux Contributions déterminées au niveau national dans le cadre de l'Accord de Paris.

Les évaluations ont mis en avant le rôle du PNUD dans les nouvelles modalités de mobilisation de financements pour d'autres formes d'action climatique. Les accords d'obligations visant à encourager la réduction des émissions et la protection des ressources naturelles n'ont pas encore été adaptés au financement des initiatives d'adaptation, mais montrent comment les innovations peuvent servir à financer des défis sociaux auparavant négligés.



UNDP / Imen Meliane / Julie Teng

05 De la planification à la mise en œuvre

Réflexions

Exemples du soutien du PNUD à la planification nationale de l'adaptation

En 2024, le PNUD **URUGUAY** a contribué au lancement de la première obligation souveraine liée à la durabilité dans la région, en soutenant la gouvernance de l'obligation et en vérifiant la réalisation des résultats environnementaux—une condition préalable au déblocage des engagements financiers. Cette obligation a catalysé le développement d'un mécanisme de prêt complémentaire de la Banque mondiale, élargissant encore les impacts financiers et institutionnels. Ces accords visent principalement à encourager la réduction des émissions et la protection des ressources naturelles, plutôt qu'à améliorer directement les capacités d'adaptation ; cependant, ils démontrent la valeur de la présence nationale et de l'expertise en développement du PNUD, qui peuvent être étendues à d'autres domaines de la résilience climatique.

En **SERBIE** et au **KOSOVO**, le PNUD a soutenu la création des premières lois sur le changement climatique, mais l'intégration dans les budgets nationaux et les cadres politiques sectoriels est restée faible, et les politiques ont souffert d'un manque de capacités institutionnelles et de planification des investissements.

Au **MALI**, le travail du PNUD avec le ministère de l'Économie et des Finances a permis d'intégrer le changement climatique dans la politique macroéconomique, la planification budgétaire et les investissements publics, ce qui a conduit à une augmentation de l'allocation pour l'environnement dans le budget national. En **GÉORGIE**, le PNUD a contribué à élaborer le cadre conceptuel et les normes pour intégrer les considérations climatiques dans les processus budgétaires nationaux.

En **CÔTE D'IVOIRE**, le PNUD a aidé à constituer un portefeuille de 300 projets climatiques potentiels, mais le gouvernement et le secteur privé ont demandé un soutien supplémentaire du PNUD pour mobiliser les ressources nécessaires à leur mise en œuvre. De même, au **LIBERIA**, la création d'une alliance de partenariat public-privé pour répondre aux impacts du changement climatique n'avait pas encore abouti à des investissements significatifs pour l'adaptation au moment de l'évaluation.



UNDP Bhutan / Phuntsho Namgay

06 Secteur privé

Réflexions

Les programmes efficaces comprennent les incitations commerciales tout au long de la chaîne de valeur. Les revenus peuvent être anéantis par des chocs climatiques, et il faut accorder plus d'attention à ceux qui peinent à accéder au marché.

Bien que les grandes entreprises puissent offrir des innovations et des services pour aider à l'adaptation au changement climatique, les chaînes de valeur de ces produits restent naissantes, surtout dans les pays en développement, et les gains dans la protection des ressources naturelles essentielles à l'alimentation, à l'eau et aux moyens de subsistance peuvent être éclipsés par des activités extractives à plus grande échelle.

Deux évaluations thématiques du BIE ont mis en avant l'engagement du PNUD auprès des entreprises agricoles pour améliorer l'utilisation des terres, une priorité dans de nombreux Plans nationaux d'adaptation. Des évaluations décentralisées ultérieures ont appelé à une meilleure compréhension des incitations des agroentreprises et ont signalé que l'analyse de réduction des risques du PNUD et de la FAO n'était pas suffisante à elle seule pour accroître la confiance des investisseurs ou combler le manque de confiance entre le gouvernement et les grandes entreprises privées dans les pays du programme.

Les petites entreprises sont confrontées à des défis majeurs liés au changement climatique ; sources essentielles de revenus, elles subissent la rareté de l'eau et des événements extrêmes, en plus de contraintes de rentabilité.

Si elles accèdent à des marchés fiables pour des produits adaptés au climat, comme des cultures résistantes à la sécheresse ou des légumineuses qui enrichissent les sols, cela peut renforcer la résilience des ménages. Les évaluations montrent que le PNUD a permis l'adoption de ces produits, mais la pérennité reste difficile en raison d'un accès limité au financement et aux marchés à forte valeur ajoutée.

Dans certains pays, le PNUD a mobilisé les producteurs au sein de coopératives, qui se professionnalisent et lancent de nouvelles initiatives comme l'assurance récolte, mais l'accès à ces coopératives reste plus facile pour les agriculteurs mieux lotis que pour les plus pauvres ou les personnes en situation de handicap.



UNDP Bhutan / Phuntsho Namgay

06 Secteur privé

Réflexions

Exemples d'initiatives du PNUD impliquant petites et grandes entreprises dans des actions climatiques

En **OUZBÉKISTAN**, la suppression des quotas de production de coton a été compromise par la forte valeur d'exportation de la culture, ce qui a conduit les grands producteurs à continuer de puiser massivement dans l'eau des rivières, affectant les petits exploitants dans les zones sujettes à la sécheresse.

En Karamoja, **UGANDA**, le PNUD a aidé des groupes de femmes à acquérir les compétences nécessaires pour s'enregistrer comme coopératives et conclure des accords d'achat groupé pour des produits adaptés au climat avec des acheteurs commerciaux. Bien que réussie comme initiative de commercialisation, l'approche climatique du projet était faible, négligeant les risques d'inondation, de sécheresse et d'invasions de ravageurs, qui ont affecté la production agricole pendant la durée du projet.

Au **PARAGUAY**, le PNUD a progressivement amené les grands producteurs de soja et de bœuf à adopter des pratiques durables d'utilisation des terres grâce à des sites pilotes, des tables rondes et des incitations à la certification et à la demande d'exportation accrue.

Au **BHOUTAN**, la durabilité des techniques agricoles intelligentes face au climat semblait assurée, car des coopératives de jeunes ont utilisé les enseignements pour restaurer des pâturages dans des zones reculées, générant ainsi des revenus réguliers à partir des chaînes de valeur existantes pour les produits laitiers. Les effets positifs sur l'économie locale se sont accrus sur six ans, le succès étant attribué à l'approche d'apprentissage participatif, où les agriculteurs ont identifié les opportunités dans leur contexte.

En **ÉTHIOPIE**, le PNUD a organisé 1 400 ménages en 36 coopératives et les a reliés à des coopératives de crédit, permettant aux agriculteurs d'accéder à plus de 600 000 \$ pour soutenir des moyens de subsistance alternatifs, augmentant les revenus des ménages et réduisant la pression sur les zones protégées.

En **ESWATINI**, les actions du PNUD en agriculture intelligente face au climat ont mis en place un fonds renouvelable pour aider les agriculteurs à financer l'achat d'intrants et d'équipements. Près de 500 agriculteurs ont bénéficié des premiers prêts, mais l'absence de modalités de remboursement efficaces et une mauvaise gestion des dossiers ont rendu difficile la récupération des fonds, nécessitant une relance avec des processus améliorés.



UNDP Maldives / Ashwa Faheem

07 Évaluation de la résilience climatique

Réflexions

Les évaluateurs peuvent mieux juger l'efficacité du soutien à l'adaptation en considérant la résilience comme un ensemble de capacités détenues par les personnes à risque.

Beaucoup d'évaluations examinées pour ce document ne montrent pas si les populations sont mieux à même de s'adapter au changement climatique. Parfois, un seul indicateur—comme le nombre de personnes formées aux techniques agricoles adaptées au climat ou ayant augmenté leurs revenus—est utilisé pour suggérer une plus grande résilience, ce qui découle parfois du cadre logique du projet. Les limites de cette approche sont illustrées par les projets perturbés par des événements climatiques et les nombreuses évaluations qui signalent le changement climatique comme un risque permanent pour la durabilité.

L'incertitude sur la façon dont le changement climatique affectera des populations spécifiques impose la prudence dans l'évaluation de l'efficacité du soutien à la résilience : le véritable test des stratégies d'adaptation n'apparaît souvent qu'après un choc ou un stress. Les évaluations montrent que des programmes bien intentionnés peuvent conduire à la maladaptation s'ils enferment les populations dans des stratégies ou plans qui deviennent ensuite intenables.

Les évaluateurs peuvent mieux juger l'efficacité du soutien à l'adaptation en évaluant la résilience comme un ensemble de capacités détenues par les personnes à risque, plutôt qu'une seule amélioration.

Les bureaux de pays peuvent encourager les évaluateurs à vérifier si le soutien du PNUD a renforcé la capacité des populations à anticiper, absorber et s'adapter, en particulier pour les personnes plus vulnérables en raison d'un handicap, de la pauvreté ou de normes sociales.

En mobilisant ces capacités, les populations s'appuient sur un ensemble diversifié d'actifs financiers, naturels, de moyens de subsistance, de connaissances, physiques et sociaux, et le personnel des programmes ainsi que les évaluateurs peuvent évaluer la suffisance de ces actifs avant un aléa.

Évaluer dans quelle mesure un programme ou une politique renforce ces capacités aide à comprendre où les populations sont moins vulnérables à un choc, et où des lacunes peuvent être comblées par l'action gouvernementale ou communautaire.

Réflexions

À PROPOS

La série Réflexions synthétise les leçons tirées des évaluations passées et des études d'évaluation afin de faciliter l'apprentissage institutionnel de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas dans différents contextes de développement. L'objectif de cette série est de fournir des leçons pertinentes, utiles et accessibles aux bureaux de pays du PNUD et à la communauté des praticiens du développement.

Ce document s'appuie sur une combinaison de recherches menées par l'outil AIDA (*Artificial Intelligence for Development Analytics*) du PNUD et d'analyses humaines. Il est basé sur 37 évaluations du PNUD et peut ne pas refléter les développements récents non couverts par ces évaluations.



BIE

Bureau
Indépendant
d'Évaluation

Programme des Nations Unies pour le Développement

ÊTES-VOUS INTÉRESSÉ·E PAR DES RÉFLEXIONS SUR D'AUTRES SUJETS ?

Vous pouvez télécharger tous les documents sur notre site Internet :

<https://go.undp.org/reflections-fr>

AUTRES LIENS



undp.org/evaluation



[UNDP Independent Evaluation Office](#)



[@UNDP_Evaluation](#)

INTRODUCTION

Birkmann, J., E. Liwenga, R. Pandey, E. Boyd, R. Djalante, F. Gemenne, W. Leal Filho, P.F. Pinho, L. Stringer, and D. Wrathall, 2022: Poverty, Livelihoods and Sustainable Development. In: Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability. Contribution of Working Group II to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [H.-O. Pörtner, D.C. Roberts, M. Tignor, E.S. Poloczanska, K. Mintenbeck, A. Alegría, M. Craig, S. Langsdorf, S. Löschke, V. Möller, A. Okem, B. Rama (eds.)]. Cambridge University Press, Cambridge, UK and New York, NY, USA, pp. 1171–1274, doi:10.1017/9781009325844.010.

IPCC, 2023: Sections. In: Climate Change 2023: Synthesis Report. Contribution of Working Groups I, II and III to the Sixth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change [Core Writing Team, H. Lee and J. Romero (eds.)]. IPCC, Geneva, Switzerland, pp. 35-115, doi: 10.59327/IPCC/AR6-9789291691647

LEÇON 1

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: Uganda,” UNDP IEO 2025, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/16340>

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: Ethiopia,” UNDP IEO 2025, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/16303>

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: Djibouti,” UNDP IEO 2023, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/15937>

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: Eswatini,” UNDP IEO 2025, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/16334>

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: Paraguay,” UNDP IEO 2023, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/15941>

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: DRC,” UNDP IEO 2024, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/16075>

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: Colombia,” UNDP IEO 2023, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/15892>

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: Iraq,” UNDP IEO 2023, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/15938>

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: Mali,” UNDP IEO 2023, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/15940>

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: Yemen,” UNDP IEO 2023, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/15943>

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: South Africa,” UNDP IEO 2025, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/16282>

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: Indonesia,” UNDP IEO 2025, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/16276>

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: North Macedonia,” UNDP IEO 2025, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/16338>

UNDP RBAP, “Mid-term Evaluation of the Project for Building Resilience of Health Systems in Pacific Island LDCs to Climate Change,” UNDP RBAP 2025, <https://erc.undp.org/evaluation/documents/detail/24702>

UNDP Senegal, “Evaluation de la Phase I du PUDC,” UNDP, 2025, <https://erc.undp.org/evaluation/documents/detail/24797>

LEÇON 2

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: Uruguay,” UNDP IEO 202 (draft)

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: Cuba,” UNDP IEO 2023, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/15936>

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: Georgia,” UNDP IEO 2025, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/16415>

UNDP Thailand, “GCF- NAP / Increasing Resilience to Climate Change Impact - Terminal Evaluation,” UNDP 2024, <https://erc.undp.org/evaluation/documents/detail/23680>

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: Peru,” UNDP IEO 2021, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12800>

LEÇON 3

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: Uganda,” UNDP IEO 2025, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/16340>

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: Ethiopia,” UNDP IEO 2025, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/16303>

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: DRC,” UNDP IEO 2024, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/16075>

UNDP Ethiopia, “Final Evaluation of Joint UNDP-FAO Project Entitled ‘Support to Livelihoods of drought affected households and resilience building of vulnerable groups in Warder and Kebridehar Woredas of Ethiopia Somali Region’,” UNDP 2021 <https://erc.undp.org/evaluation/documents/detail/24547>

UNDP Mozambique, “Resilience to Disasters and Climate Change,” UNDP 2023, <https://erc.undp.org/evaluation/documents/detail/22548>

UNDP Guinea, “Enhancing research and policy linkages to advance National Adaptation Planning in Guinea,” UNDP 2024, <https://erc.undp.org/evaluation/documents/detail/23610>

UNDP Viet Nam, “Terminal evaluation of “Viet Nam National Adaptation Plan (NAP) Development and Operationalization Support Project,” UNDP 2022, <https://erc.undp.org/evaluation/documents/detail/21757>

LEÇON 4

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: Ethiopia,” UNDP IEO 2025, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/16303>

UNDP Honduras, “Final Evaluation AdaptarC Project,” UNDP 2024, <https://erc.undp.org/evaluation/documents/detail/23215>

UNDP Guinea-Bissau, “Final Evaluation: Strengthen the adaptive capacity and climate resilience of Guinea-Bissau vulnerable coastal communities to climate risks,” <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/13848>

UNDP Turkmenistan, “Terminal evaluation of the project “Supporting Climate Resilient Livelihoods in Agricultural Communities in Drought-prone Areas of Turkmenistan”,” UNDP 2022, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/13010>

UNDP RBAP, “Mid-term Evaluation of the Project for Building Resilience of Health Systems in Pacific Island LDCs to Climate Change”, UNDP 2025, <https://erc.undp.org/evaluation/documents/detail/24702>

LEÇON 5

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: Uruguay,” UNDP IEO 2019, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/12292>

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: Liberia,” UNDP IEO 2023, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/15939>

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: Cote d'Ivoire,” UNDP IEO 2025, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/16347>

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: Kosovo,” UNDP IEO 2022, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/16185>

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: Serbia,” UNDP IEO 2025, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/16351>

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: Georgia,” UNDP IEO 2025, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/16415>

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: Mali,” UNDP IEO 2023, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/15940>

UNDP Uganda, „Terminal Evaluation of Karamoja Green Belts’ Women-Led-Large Scale Farming of Cereals, Legumes and Oil Seeds Project,” UNDP 2025, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/16336?tab=documents>

UNDP BPPS, “Terminal Evaluation: Expanding the Ongoing Support to Least Developed Countries (LDCs) with country-driven processes to advance National Adaptation Plans (PIMS 5399),” <https://erc.undp.org/evaluation/documents/detail/22691>

LEÇON 6

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: Paraguay,” UNDP IEO 2023, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/15941>

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: Ethiopia,” UNDP IEO 2025, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/16303>

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: Eswatini,” UNDP IEO 2025, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/16334>

UNDP Independent Evaluation Office, “Independent Country Programme Evaluation: Uganda,” UNDP IEO 2025, <https://erc.undp.org/evaluation/evaluations/detail/16340>

UNDP Uzbekistan, “Final evaluation: Developing Climate Resilience of Farming Communities in the Drought-Prone Parts of Uzbekistan (Adaptation Fund),” UNDP 2021, <https://erc.undp.org/evaluation/documents/detail/19565>

UNDP Bhutan, “Terminal Evaluation - NAPA III – Enhancing Sustainable Resilient Livelihood,” UNDP 2023, <https://erc.undp.org/evaluation/documents/detail/22546>

UNDP BPPS, “Terminal Evaluation: Assisting Least Developed Countries (LDCs) with country-driven processes to advance National Adaptation Plans (NAPS) (PIMS 5246),” UNDP 2021, <https://erc.undp.org/evaluation/documents/detail/19112>

UNDP Philippines, “Project Evaluation of the Scaling Up Risk Transfer Mechanisms for Climate Vulnerable Agriculture-based Communities in Mindanao Project,” <https://erc.undp.org/evaluation/documents/detail/11487>